

TÉMOIGNAGE DES ANCIENS DU FFS DE 1963 : «Aït-Ahmed ne s'est jamais rendu»

La révolte du FFS en 1963 était une réponse à ceux qui ont confisqué l'indépendance de l'Algérie aux Algériens, ont déclaré, ce jeudi, les anciens militants du parti d'Aït-Ahmed, lors d'une soirée-témoignage, organisée par le conseil national du parti à Alger.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) -
Le Front des forces socialistes a invité, jeudi soir, ses anciens militants dits de 1963, pour recueillir leurs témoignages sur la révolte qu'a menée Hocine Aït-Ahmed dans les maquis de Kabylie jusqu'à 1965, date de son arrestation. Ancien commandant de la Wilaya IV et membre fondateur du FFS, Si Lakhdar Bouregâa se souvient de ces événements avec force précisions. Il dira que la révolte de 1963 n'était que la continuité du combat mené par les moudjahiddine qui ont cru en la libération de l'Algérie du joug colonial.

A travers son long témoignage, il tenta de réhabiliter les acteurs du congrès de la Soummam qu'il a qualifiés de bouffée d'oxygène pour avoir fait sortir la guerre de Libération d'une situation de flou qui a failli l'étouffer. «Ceux qui accusent Abane Ramdane de trahison ne font que servir les intérêts de la France coloniale qui a cherché à l'assassiner historiquement et ensuite physiquement.

Que ceux qui profitent des richesses que leur procure le pouvoir sachent que ce peuple a résisté et continuera de leur résister. Il continuera sa lutte contre leur dictature et leur injustice», indiquera-t-il en substance.

Le conférencier a appelé les présents à la sauvegarde de la mémoire collective. «L'histoire est comme une carte géographique. Elle est le repère des peuples.

L'histoire est un vaccin qui protège les générations futures contre l'oubli», ajoutera-t-il, estimant que «les algériens ont un grand problème avec l'histoire que certains utilisent à des fins politiques. L'histoire est la propriété exclusive des peuples. L'utiliser en politique conduit à sa falsification.»

Par ailleurs, Bouregâa regrettera de voir «la lâcheté et l'hypocrisie érigées en valeurs sociales.» Selon lui, la responsabilité incombe à l'élite qui fabrique l'opinion publique. «L'élite doit assumer son statut et contribuer à l'épanouissement de son pays au



Hocine Aït Ahmed.

lieu de chercher à servir les intérêts d'un clan qui a pris le pouvoir depuis 1962.»

Continuant sur sa lancée, l'orateur dira qu'il n'y a pas de multipartisme en Algérie : «Les partis politiques

sont devenus des associations de soutien au régime.» «Le FFS n'est pas comme certains partis, né après 1988», note-t-il, ponctuant son récit de quelques anecdotes qui ont leur poids lors de la Révolution algérienne. Pour sa part, l'ancien représentant de la Zone 5 au niveau de la Wilaya III, Si Mohand Chérif, dira : «Nous avons toujours été dans l'opposition. En 1963, Ben-Bella est rentré du Maroc avec son armée pour prendre le pouvoir de force. Il a envoyé 5 000 soldats pour combattre la Wilaya IV. J'ai été emprisonné par Ben-Bella, Boumediène et Chadli, mais je n'ai jamais accepté de travailler pour eux.» Si Mohand Chérif a tenu à apporter sa vérité sur les circonstances ayant présidé à l'arrestation du leader du FFS, Hocine Aït-Ahmed. «Il faut que vous sachiez qu'Aït-Ahmed ne s'est jamais rendu. J'étais avec lui jusqu'à la dernière minute où il a été arrêté dans la maison qui nous servait de refuge à Aït-Zellal, dans la daïra de Mekla», a-t-il insisté. Et de conclure : «L'avenir est pour vous, les générations à venir. C'est à vous que revient la charge de perpétuer notre combat, de sauvegarder notre mémoire et notre histoire.»

Les conférenciers n'ont pas manqué d'inviter les présents et les responsables du FFS à encourager la culture du dialogue au sein du parti et de la société. A noter que la direction du FFS compte organiser d'autres rencontres à travers le pays pour permettre aux anciens de 63 d'enrichir l'histoire du parti d'Aït-Ahmed avec leurs témoignages.

Ali Laskri, ex-premier secrétaire national du FFS, a été présent à cette rencontre qui s'est poursuivie tard dans la nuit.

L. M.

DES CONGRÈS RÉGIONAUX AURONT LIEU

Le FFS se réorganise

La crise qui a secoué le parti de Hocine Aït-Ahmed, avant la tenue de son quatrième congrès, le mois de septembre 2007, semble dépassée. C'est ce que tente de démontrer Karim Tabbou, le premier secrétaire national du Front des forces socialistes, qui a annoncé que des congrès régionaux auront lieu dans les prochains jours à travers l'ensemble du territoire national.

Ces congrès permettront de réorganiser les fédérations de wilaya et les sections locales du parti qui ont éclaté suite à un large mouvement de dissidences que les opposants à Tabbou ont déclenchés. Annaba a été

choisie comme ville pilote pour tenir le premier congrès dont la date n'a encore été rendue publique.

Le bras droit d'Aït-Ahmed a appelé les anciens de 63 à s'organiser pour mieux participer à la vie de leur parti. Karim Tabbou a profité de la présence de certains d'entre eux pour s'attaquer aux frondeurs, réitérant la position de son parti à continuer sa lutte «pour un pays libre, un Etat de droit et une société plus humaine», comme cela était écrit sur la banderole accrochée au mur où trônait le portrait d'Aït-Ahmed.

L. M.

VEILLÉE DU 27^e JOUR DU RAMADAN

Alger sous haute surveillance

Un important dispositif de sécurité a été mis en place en prévision de la veillée du 27^e jour du Ramadan.

Des barrages filtrants ont été dressés sur certains points des principales pénétrantes de la capitale. De longs embouteillages se sont formés le long de la voie express située sur l'axe de l'aéroport et de la rocade sud.

Ces barrages de police et de gen-

darmierie procéderont à des vérifications strictes de tous les véhicules se dirigeant vers le centre d'Alger. Un dispositif tout aussi important a été également déployé à travers différentes communes du centre-ville.

Ce dernier est constitué d'éléments en tenue réglementaire, pour une présence visuelle et dissuasive, ainsi qu'un autre déploiement, tout aussi important mais discret, d'éléments en civil.

Par ailleurs, les habitants de plusieurs communes d'Alger-Centre ont été invités à ne pas stationner leurs véhicules dans le quartier à partir d'un horaire précis.

En effet, des coupons ont été placés sur les parebrises des voitures des riverains, les informant que l'arrêt et le stationnement sont interdits dans leur quartier à partir de la date du 25 septembre à 19h00, et ce jusqu'à nouvel ordre.

Selon des indiscretions, ce dispositif a été mis en place en raison du déplacement du président de la République pour l'accomplissement de la prière du 27^e jour du Ramadan, qui correspond à leïlat El Qadr. Un événement assez spécial cette année, étant donné qu'il coïncidera avec la remise des prix du concours des Chevaliers du Coran (Foursane el Qoraane).

N. M.

EN PRÉSENCE DE HAUTS RESPONSABLES DE L'ÉTAT

AU PALAIS DES NATIONS

Benbraham plébiscité à la tête des SMA

Test réussi pour le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Nouredine Benbraham. Jeudi dernier, en présence «des représentants du président de la République», de quelques ministres en exercice et des responsables des mouvements associatifs, il dira que le «feuilleton» mexicain du SMA a pris fin aujourd'hui». Plébiscité par le millier de congressistes, il dira que «les SMA ne dévieront jamais de la ligne «nationaliste-novembriste».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -

L'autorisation accordée par les services de la présidence de tenir les travaux du congrès extraordinaire des SMA au Palais des nations à Club-des-Pins et «l'exploitation de tous ses espaces par les congressistes» est révélateur, selon le commandant général des SMA, «du soutien des pouvoirs publics à notre mouvement». La contre-partie ? «Nous soutenons le président de la République pour un troisième mandat comme nous soutenons la révision de la Constitution.»

Le ton a été donné avec la prise de parole du commandant général des SMA qui annonçait que

«la tenue de ce congrès n'a pas pour objectif de mettre de l'ordre mais plutôt de hisser le niveau et rappeler à qui veut l'entendre que les scouts ne trahissent jamais. Ce sont des valeurs de générations que nous avons héritées au sein de notre mouvement». Faisons allusion à ses «détracteurs», Nouredine Benbraham soulignera que les «SMA entretiennent des rapports avec toutes les sensibilités politiques. Mais, s'il y a tentative d'OPA, cela deviendra très grave et on s'y opposera fermement». «Nous avons payé un lourd tribut comme nous avons consenti d'importants sacrifices, d'où notre refus d'admettre cette tentative de cooptation», ajoute-t-il, tout en évitant de citer la partie concernée.

Il tirera à boulets rouges «sur ceux qui ont organisé récemment un congrès extraordinaire en cachette» et rappellera son refus catégorique «qu'un parti politique puisse s'accaparer des SMA». «Aujourd'hui, nous avons tranché définitivement la dissidence au sein du SMA. Nous comptons engager des poursuites judiciaires à l'encontre de tous ceux qui ne respecteront pas les résolutions du congrès», a-t-il ajouté.

Ceci étant, le plébiscite de Nouredine Benbraham à la tête des SMA a été appuyé par les interventions et autres discours prononcés par les responsables des organisations d'El Islah Oual Irshad, de l'Ugel, de l'UNFA, de l'Onec, de la Cnec, de l'ONM, et du ministre des Affaires religieuses. Ces derniers ont exprimé haut et fort leur «soutien au SMA, à sa tête le commandant général, Nouredine Benbraham». Ces «reconnaisances» mises en évidence par le concerné amèneront le commandant général à la prise «d'importantes décisions», dont la «dissolution de toutes les mouhafadhas et le lancement d'un mouvement de redressement des structures de l'organisation».

Par ailleurs, il y a lieu de noter que l'aile dissidente des SMA a lancé un appel au ministre de l'Intérieur pour valider les assises de son congrès extraordinaire tenu le 22 et le 23 septembre dernier à Birkhadem. Un congrès qui a porté à la tête du SMA (bis) le nommé Youcef Sérir. Selon ce dernier, «la nouvelle direction (aile Serir) est celle qui représente réellement le mouvement scout créé par Mohamed Bouras en 1937».

A. B.

La Fondation Friedrich Ebert répond à Sidi-Saïd

«Les déclarations de M. Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, à l'endroit de la Fondation Friedrich Ebert, reprises par l'ensemble de la presse algérienne du 24 septembre 2008, sont surprenantes et infondées. Surprenantes, les déclarations de M. Sidi-Saïd, le sont d'abord au regard du rôle reconnu de la Fondation en matière de soutien à la Révolution algérienne et particulièrement de l'UGTA dès la seconde moitié des années 50. L'hommage rendu par de hauts responsables algériens à feu Hans Jurgen Wischnewski illustre bien la qualité des rapports historiques entre l'Algérie et la Fondation.

Surprenantes, les déclarations de M. Sidi-Saïd le sont ensuite au regard des rapports récents entre la Fondation et l'UGTA. Dès l'ouverture de son bureau à Alger, la Fondation a considéré l'UGTA comme un partenaire privilégié, et pour preuve, l'a intégré dans un projet triennal 2004-2007 soutenu par la Commission européenne.

Infondées, lesdites déclarations le sont pour la simple raison que la Fondation n'a jamais émis un quelconque jugement de valeur ni sur les questions économiques, sociales et syndicales locales, ni sur les personnes exerçant ses multiples activités dans le strict respect de la législation algérienne et dans la transparence la plus totale.

En fait, et dans le cadre de la mission pour laquelle elle a été créée en 1925, la Fondation a visé, depuis l'ouverture de son Bureau d'Alger, l'affermissement des capacités algériennes et de ses organisations sociales à affronter les défis d'un monde en plein bouleversement. A cet effet, elle a lancé en 2008, après en avoir avisé les autorités du pays d'accueil et sollicité la contribution de leurs compétences, une initiative visant à développer des réflexions sur des questions d'actualité aux fins d'alimenter des débats publics auxquels des administrations publiques et les organisations de la société civile ont été conviées à participer.

Ces actions s'inscrivent bien dans les missions de la Fondation, notamment celle du renforcement de la démocratie.

Au-delà des réactions que peuvent susciter conjoncturellement ses activités, la Fondation s'est toujours considérée — et se considérera encore — comme une amie de l'Algérie.»